LE MONDE CHANGE, LA FINANCE INNOVE

Sustainable Finance Geneva

Sommaire

Le mot de la Fondation Genève Place Financière 04
Le mot de la Ville de Genève 05
Pourquoi ce livre 06
Le monde change 08
La finance innove 12
01 CHANGEMENT CLIMATIQUE 16
02 AGRICULTURE 20
03 RÉSEAUX & PROXIMITÉ 24
04 DIGITALISATION & INCLUSION 28
05 BIG DATA & TRANSPARENCE 32
06 BESOINS SOCIÉTAUX 36
07 BLOCKCHAIN 40
08 MIGRATION 43
09 VIEILLISSEMENT DE LA POPULATION 46
10 MILLENNIALS 50
@SFG 52
Merci 54
Bibliographie 58

Le mot de
la Fondation Genève Place Financière

Yves Mirabaud, Président

La compétitivité de la place financière genevoise repose sur l'innovation et l'ouverture vers de nouveaux pôles d'activités, tels que la finance durable. Cette dernière constitue non seulement un relais de croissance important, mais aussi un vecteur de différenciation avec les autres Places.

En Suisse, près de CHF 266 milliards sont gérés selon des principes durables. Genève occupe une place de choix dans cette constellation. Depuis près de 20 ans, de nombreux acteurs issus de la finance se sont tournés vers des stratégies d'investissements responsables.

La formation joue également un rôle capital dans cette concrétisation. Grâce à l'Université de Genève et au Geneva Finance Research Institute, la formation continue des conseillers à la clientèle est en bonne voie.

Loin d'être marginale, la finance durable participe à la diversité de la place financière genevoise aux côtés de la gestion de fortune privée et institutionnelle, de la banque commerciale et de détail, et du financement du négoce en matières premières. Les critères sociaux et de gouvernance contribuent à définir des stratégies d'investissement au bénéfice non seulement de la clientèle mais aussi de l'ensemble de la société.

La Fondation Genève Place Financière est fière de soutenir l'association Sustainable Finance Geneva depuis 2008. Cet ouvrage explore les territoires de l'innovation durable et démontre que, grâce aux atouts dont elle dispose, la Place genevoise possède un avenir durable.

Le mot de
la Ville de Genève

Sandrine Salerno, Conseillère administrative

Engagée depuis plusieurs années sur la voie d'un développement qui met au centre les questions environnementales et le bien-être de la population, la Ville de Genève est convaincue de la nécessité de s'orienter vers une finance plus durable. Certaines de ses innovations permettent en effet de réconcilier des objectifs légitimes de rendements financiers et des préoccupations fondamentales en matière sociale et écologique.

Pour promouvoir le développement d'une finance éthique, les collectivités publiques peuvent jouer un rôle de premier plan, en étant elles-mêmes exemplaires dans la gestion de leur portefeuille. C'est le choix qu'a fait la Ville de Genève en 2010 – suivie de près par sa caisse de pension – en adoptant des principes d'investissement socialement responsables. Ce faisant, elle a souhaité non seulement être cohérente avec ses engagements en matière de développement durable, mais également démontrer aux investisseurs institutionnels que l'intégration de facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance d'entreprise représente une alternative viable.

En parallèle, la Ville de Genève souhaite mieux informer la population du potentiel comme des limites de la finance durable, nourrir le débat sur les critères des investissements publics et questionner le fonctionnement du monde financier. C'est la raison pour laquelle elle a décidé de soutenir la publication de cet ouvrage, qui offre un vaste panorama de l'innovation financière et permet de mieux comprendre la place que Genève pourrait occuper à l'avenir en matière de finance durable.

Pourquoi
ce livre

L'équipe Sustainable Finance Geneva

La place financière genevoise n'a pas attendu que la finance durable prenne son envol pour se forger une solide réputation de pionnière dans ce domaine, dès les années 1990. Tirant profit d'un écosystème unique au monde, qui concentre en un même territoire une place financière de premier plan, un réseau unique d'organisations internationales, de grandes fondations et un secteur académique très actif, Genève rayonne dans le monde avec la conviction que la finance de demain se prépare aujourd'hui.

Aujourd'hui justement, l'ensemble du secteur financier est en mutation. La société fait face à de grands changements globaux qui la transforment, souvent de manière disruptive, avec des conséquences planétaires. Ces changements créent chacun des opportunités d'innovations financières, qu'il s'agisse du changement climatique, de la digitalisation des données ou de la rapide évolution des besoins sociétaux.

Parallèlement, le profil des investisseurs évolue avec l'arrivée des « millennials » ou « digital natives ». D'un point de vue économique, financier et culturel, cette génération ne ressemble en rien aux précédentes. Avec 30% de ses représentants européens qui ne sont jamais entrés dans une banque, cette génération a un rapport aux banques très différent et transformera inévitablement le secteur financier en profondeur.

Consciente de ces développements, et après avoir présenté 10 innovations de la finance dans un premier ouvrage, avec Genève comme laboratoire, SFG souhaite proposer aujourd'hui un éclairage sur les innovations financières d'ici et d'ailleurs, qui répondent à ces changements globaux.

Cet ouvrage se veut ouvert et inclusif, car la rencontre entre durabilité et finance est toujours plus fréquente et nécessaire. Les ramifications de la finance durable sont de plus en plus étendues, parfois même dans des modèles d'affaires qui ne se qualifient pas comme tel.

Avec l'objectif de fournir des pistes de réflexions concrètes du terrain destinées à un large public, SFG a réuni quelques 40 experts basés en Suisse romande, souvent leaders dans leur secteur, pour identifier et discuter des innovations financières inspirantes et représentatives de l'évolution rapide du marché.

Un grand nombre des quelques 60 innovations citées sont directement ou indirectement des opportunités de placement. Elles permettent d'apporter du capital à des projets concrets qui visent un impact positif sur la société ou sur l'environnement. D'autres innovations révolutionnent le secteur financier pour le rendre plus accessible et inclusif. Certaines sont accessibles à tous, de l'individu aux caisses de pension, d'autres s'adressent à un public spécialisé.

La question aujourd'hui n'est plus de savoir s'il faut investir dans ce secteur mais comment, et Genève rassemble l'expertise nécessaire pour accompagner les investisseurs.

SFG propose un éclairage sur les innovations financières d'ici et d'ailleurs, qui répondent aux changements globaux

LE MONDE CHANGE...

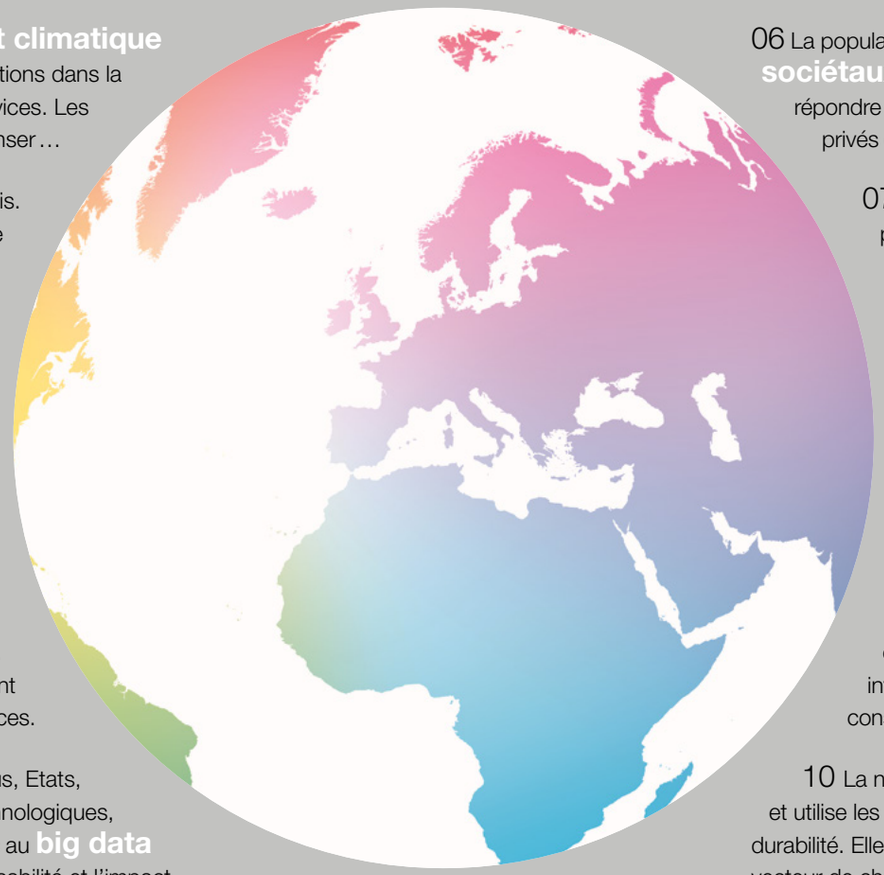
01 Le **changement climatique** exige une transition énergétique et des innovations dans la production et la consommation de biens et services. Les transports, l'habitat, l'agriculture, tout est à repenser…

02 L'**agriculture** fait face à de multiples défis. Nutrition, acheminement, gaspillage… Elle cherche d'autres voies à la production industrielle et chimique, revoit ses infrastructures et se réinvente.

03 La crise de confiance face aux institutions politiques et la méfiance envers la globalisation ont stimulé les échanges au sein de **réseaux**, qu'ils soient de **proximité** ou d'intérêts, notamment grâce à internet.

04 La **digitalisation** bouscule tout sur son passage, challenge les industries établies et permet le développement de technologies qui proposent de nouvelles manières de voyager, communiquer ou investir. Elle facilite l'**inclusion** des populations qui n'avaient jusqu'alors pas accès à ces services.

05 La **transparence** est demandée à tous, Etats, industries ou individus. Les développements technologiques, internet et les réseaux sociaux permettent un accès au **big data** qui démultiplie les solutions, la traçabilité et l'impact.



06 La population mondiale ne cesse de croître, avec des **besoins sociétaux** majeurs que les Etats ne peuvent assumer seuls. Pour répondre à ces enjeux, de multiples collaborations entre acteurs privés et publics se développent.

07 La **blockchain** est considérée comme potentiellement aussi révolutionnaire et innovante qu'internet. L'impact de cette technologie à long terme est aujourd'hui presque impossible à prévoir, elle bouscule les codes et ouvre des opportunités.

08 Des **migrations** sans précédent liées à des instabilités politiques et au changement climatique touchent tous les continents avec des enjeux colossaux. Elles représentent aussi une opportunité de renouvellement démographique.

09 Le **vieillissement de la population** dans certaines parties du globe influence un grand nombre d'aspects de l'économie et de la société. Les volumes investis par les caisses de pension ont acquis un poids considérable qui leur permet de favoriser des pratiques durables.

10 La nouvelle génération, appelée **millennials**, développe et utilise les nouvelles technologies tout en ayant intégré la notion de durabilité. Elle challenge les acteurs traditionnels et représente un puissant vecteur de changement positif.

LA FINANCE INNOVE

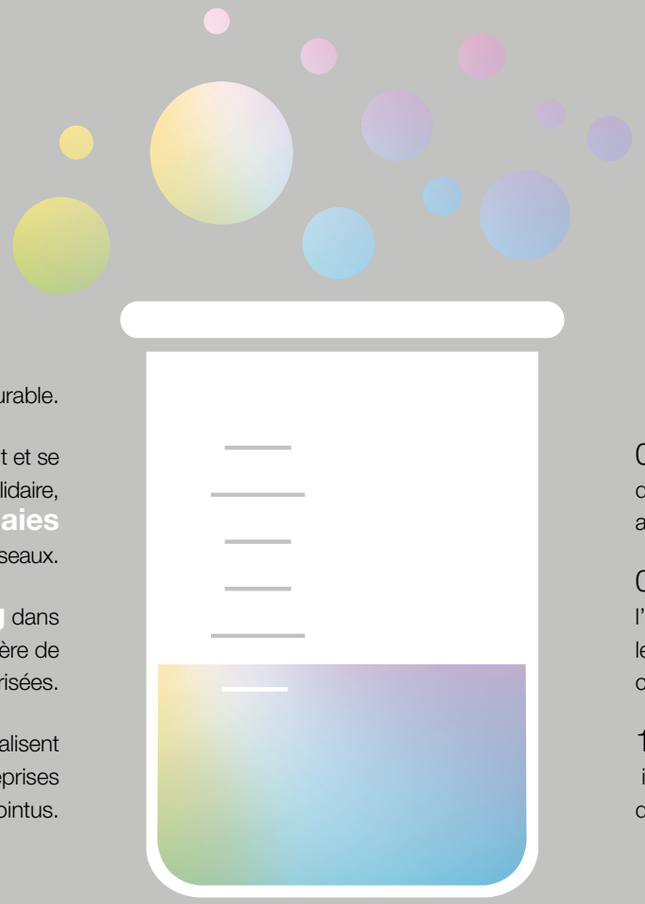
01 Les **green bonds** ou obligations vertes permettent de financer des projets environnementaux de manière ciblée et transparente, alors que les **portefeuilles 2°C** limitent l'empreinte carbone des investissements pour répondre aux objectifs climatiques internationaux.

02 Des mécanismes innovants facilitent l'**accès à la terre**. Les capitaux rassemblés servent à acheter des fermes et des terres pour ensuite les louer à des producteurs engagés dans une agriculture durable.

03 Le secteur du **crowdfunding** démocratise l'investissement et se spécialise avec des plateformes dédiées à l'économie sociale et solidaire, les énergies renouvelables ou le microcrédit. En parallèle, les **monnaies locales et virtuelles** stimulent les échanges au sein de leurs réseaux.

04 Le développement rapide du **mobile banking** dans certains pays d'Afrique permet l'inclusion financière de populations traditionnellement non bancarisées.

05 Les **fonds thématiques durables** se spécialisent et permettent aujourd'hui de cibler des entreprises par rapport à des critères extrêmement pointus.



06 La pratique du **Mission-Related Investment**, qui vise à aligner les investissements à la mission d'une fondation, se répand afin d'en décupler l'impact. Parallèlement aux dons, de nouveaux mécanismes financiers voient le jour pour pérenniser l'action sociale, à l'image des **Social Impact Bonds**.

07 La **blockchain** permet à tous de transférer des valeurs à un autre individu, sans passer par un intermédiaire centralisé. Une technologie qui démocratise la finance, amène de la transparence et réduit les coûts des transactions.

08 Le développement d'une **identité digitale** basée sur des données non traditionnelles facilite l'accès aux services financiers aux migrants qui n'ont pas ou plus de passeport.

09 Les caisses de pension jouent un rôle de précurseur et de leader dans l'**engagement actionnarial** et utilisent leur influence pour amener les sociétés cotées à des pratiques plus durables. A travers leurs actions, c'est l'épargne de tout un chacun qui fait bouger les entreprises.

10 Hyperconnectés et sensibles aux questions liées à la durabilité, les individus de la génération des **millennials** sont les clients naturels des innovations de la finance durable.

01 CHANGEMENT CLIMATIQUE

Le changement climatique exige une transition énergétique et des innovations dans la production et la consommation de biens et services. Les transports, l'habitat, l'agriculture, tout est à repenser…

Le changement climatique n'est plus un débat mais une donnée. Adopter une démarche pro-active pour limiter le réchauffement de la planète semble aujourd'hui acquis. La question n'est ainsi plus de savoir si la finance et l'économie peuvent contribuer à ces efforts, mais comment elles doivent le faire.

L'économie s'engage de plus en plus en matière de développement durable et de gestion du risque environnemental. Les entreprises et les banques ont conscience du fait que si le coût de production n'intègre pas certaines externalités négatives, comme les émissions carbone ou l'utilisation excessive des ressources naturelles, le risque financier ou réputationnel, par exemple, peut affecter la survie même d'un modèle d'affaires. L'intégration du changement climatique et de la transition énergétique devient évidente d'un point de vue économique autant pour les entreprises que pour les investisseurs.

Cette tendance se reflète par une offre qui s'est fortement développée en matière de produits et services financiers, permettant non seulement d'investir dans des obligations « vertes », des fonds de placement orientés vers le développement durable ou des sociétés actives dans la transition énergétique, mais aussi de souscrire à des hypothèques à taux réduit pour des bâtiments énergétiquement efficients ou d'évaluer l'empreinte carbone des portefeuilles d'investissement.

Zoom
Les green bonds à la conquête des marchés

La finance durable répond à une volonté croissante des investisseurs d'obtenir plus de transparence et de traçabilité dans leurs placements. Cependant, jusqu'à aujourd'hui, ni les obligations classiques ni les actions ne permettaient de financer un projet spécifique.

… Jusqu'à l'apparition des green bonds, ou obligations vertes. Leur objectif ? Lever des fonds destinés à des projets favorisant la protection de l'environnement ou la transition énergétique. C'est là une véritable innovation dans ce qui est appelé le « use of proceeds », qui définit contractuellement l'utilisation des fonds pour un projet ou un produit spécifique. Ce qui permet à l'investisseur de connaître précisément et à l'avance ce pour quoi son capital sera utilisé.

Pour la première fois émis en 2007 par la Banque européenne d'investissement, ils ont depuis connu une forte croissance. Des entreprises du secteur énergétique (GDF SUEZ), agroalimentaire (Unilever), des technologies (Apple) ont recours à ces solutions de financement. La Pologne et la France sont aussi les premiers Etats à avoir émis des obligations vertes alors que de nombreuses villes utilisent des « Green City Bonds » pour financer des infrastructures urbaines. En 2016 ce sont les émetteurs chinois qui ont été les plus actifs. De nombreux fonds de placements permettent d'investir dans ce secteur comme ceux du genevois Lombard Odier, de Mirova, filiale dédiée à l'investissement responsable de Natixis en France, ou encore de la banque suédoise SEB. Après les green bonds, on voit également apparaitre les « blue bonds » liés à l'eau ou les « social bonds » liés à des enjeux de société.

Cette innovation pourrait avoir un impact sur le marché traditionnel des obligations : les clients voudront peut-être savoir exactement comment seront utilisés leurs fonds. Et, à côté des obligations traditionnelles d'une société pharmaceutique, on pourrait voir des émissions d'obligation uniquement pour l'oncologie, les maladies rares ou la télémédecine.

Zoom
Un portefeuille 2°C pour minimiser son empreinte carbone

La notion « d'empreinte carbone » s'est popularisée ces dernières années. Les entreprises sont aussi devenues attentives à leur propre empreinte, et mettent en place des outils afin de mesurer et réduire les émissions de CO_2, qu'elles soient directement liées à la fabrication du produit, à son utilisation ou aux transports. Il y a également une prise de conscience de la part des investisseurs, qui souhaitent étendre la logique de « décarbonisation » à leurs portefeuilles d'investissement en favorisant les entreprises et les investissements qui limitent leurs émissions de CO_2.

C'est dans cet esprit que se sont développées des méthodologies concrètes d'évaluation de l'empreinte carbone grâce à des sociétés pionnières britanniques et suisses comme Trucost, Inrate ou South Pole Group (méthodologie aujourd'hui rachetée par ISS). De nombreux acteurs, comme Vontobel, J. Safra Sarasin ou Unigestion utilisent ces méthodologies pour mesurer la part des émissions de gaz à effet de serre associée à leurs portefeuilles d'investissement. Une deuxième étape consiste à construire des « portefeuilles 2°C », qui limitent les émissions afin d'aligner les investissements à ce scénario. Pour rendre ces stratégies plus accessibles, plusieurs indices « low carbon » ont été développés ces dernières années, comme ceux de Corporate Knights Capital ou encore des leaders MSCI et S&P. Sur le plan international, un think tank a même été constitué en 2012 (2° Investing Initiative) pour faire le lien entre objectifs climatiques et processus d'investissement.

Cette tendance se diffuse jusque chez les plus grands investisseurs. En France par exemple, les investisseurs institutionnels doivent informer sur leur contribution à la lutte contre le changement climatique. On peut donc imaginer qu'un jour, les portefeuilles bas carbone deviennent un standard dans l'ensemble de la gestion financière.

Et aussi

RÉNOVER UN BÂTIMENT SANS CAPITAL

En parallèle de nouvelles sources d'énergies renouvelables, il y a beaucoup à faire au niveau de l'efficience énergétique en améliorant l'isolation des bâtiments par exemple. Le fonds zurichois SUSI Energy Efficiency propose d'investir dans ce type de projet en réunissant trois acteurs :
- les investisseurs, qui financent les travaux, reçoivent un rendement lié aux économies d'énergies ;
- les partenaires techniques, qui réalisent les travaux, garantissent les économies d'énergies ;
- le propriétaire du bâtiment rénové, qui bénéficie de la rénovation sans engager son propre capital, renonce aux économies réalisées sur une période données en faveur des investisseurs.

UN PARTENARIAT PUBLIC-PRIVÉ POUR LE CLIMAT

L'objectif du Global Climate Partnership Fund est d'accélérer la transition énergétique, en particulier dans les pays en développement. Pour cela, le fonds participe au financement de petites et moyennes entreprises innovantes qui manquent de financement approprié. La structure du fonds, conçue comme un partenariat public-privé, facilite l'intégration d'investisseurs privés grâce à une couverture de risque du secteur public. Ce fonds initié par le gouvernement allemand et géré par le zurichois responsAbility, atteint plusieurs centaines de millions de dollars et a accordé plus de 45'000 prêts à travers ses partenaires.

CONSTRUIRE DURABLE POUR EMPRUNTER MEILLEUR MARCHÉ

En Suisse, le secteur du bâtiment génère environ un tiers des émissions de CO_2. Plusieurs banques suisses proposent des taux hypothécaires avantageux pour les bâtiments écologiques. Par exemple, la Banque Alternative Suisse (BAS) a développé des critères de durabilité liés à la consommation d'énergie (construction et utilisation du bien immobilier, gestion de l'eau de pluie ou proximité des transports publics). Plus le bien immobilier répond à ces critères, plus la réduction d'intérêt, non limitée dans le temps, est élevée.

UN MILLIARD POUR LES ÉNERGIES VERTES

Le fonds Breakthrough Energy Ventures dispose d'un milliard de dollars pour investir dans les énergies vertes. Annoncé par Bill Gates à l'occasion de la COP21 à Paris, il a été lancé fin 2016. Le fondateur de Microsoft a été rejoint par de grands patrons d'entreprises comme ceux d'Alibaba, d'Amazon ou de Virgin. Les investisseurs prévoient de soutenir des entreprises innovantes dans les domaines, de la production et du stockage de l'électricité, de l'agriculture et du transport.

02 AGRICULTURE

L'agriculture fait face à de multiples défis. Nutrition, acheminement, gaspillage… Elle cherche d'autres voies à la production industrielle et chimique, revoit ses infrastructures et se réinvente.

De nombreuses tendances traduisent aujourd'hui la volonté de remettre l'homme et l'environnement au centre de la production agricole : la demande pour les produits issus de l'agriculture biologique et locale ne cesse de croître et les enjeux liés au gaspillage sont devenus prioritaires. L'agriculture reste également un grand vivier d'emplois, avec 1,3 milliards d'agriculteurs dans le monde.

Les défis sont toutefois nombreux : répartition des ressources inégale, baisse de la biodiversité, pollution des sols, ou encore persistance de la faim et de la malnutrition. Des défis qui vont être accentués par une augmentation de la population mondiale, qui atteindra 10 milliards de personnes en 2050. Parallèlement, la question du capital naturel est un enjeu majeur : 70% de l'eau douce consommée est par exemple utilisée par l'agriculture.

Une transition vers une agriculture plus durable est donc nécessaire. Si la finance ne peut résoudre à elle seule ces enjeux, elle peut contribuer à accélérer la mise en place de nouveaux modèles, en favorisant des systèmes inclusifs, une agriculture biologique, les circuits courts ou en finançant directement des agriculteurs sur le long terme.

Ces évolutions sont rendues possibles grâce à de nouveaux modèles économiques et outils d'investissement, comme l'achat groupé de terres agricoles, la création de places de marché digitales, l'utilisation de la dette indexée pour financer les entreprises de l'agroalimentaire ou encore la réduction de la vulnérabilité des petits agriculteurs dans les pays en développement avec des micro-assurances indicielles.

LA CROISSANCE LIÉE À L'AGRICULTURE CONTRIBUE DEUX FOIS PLUS À RÉDUIRE LA PAUVRETÉ QUE CELLE GÉNÉRÉE PAR D'AUTRES SECTEURS.

FAO

Zoom
Des terres agricoles pour tous

L'augmentation des prix des terres et la mécanisation de l'agriculture ont engendré une concentration au profit de grandes exploitations, souvent industrielles. Pour démocratiser cet accès à la terre et favoriser des modèles durables, de nouveaux mécanismes innovants ont vu le jour.

Un des pionniers en la matière est la structure Terre de Liens en France, ouverte à tout un chacun. Le capital accumulé sert à acheter des terres et des fermes qui seront louées à des producteurs engagés dans une agriculture de proximité, biologique et à taille humaine.

Des structures semblables sont nombreuses aux Etats-Unis, comme Iroquois Valley Farms, qui facilite la transition vers une agriculture biologique en accordant des prêts à taux réduits pendant les années de conversion. En Belgique, Terre-en-vue a créé une coopérative comme outil d'investissement citoyen. En Allemagne, RWAG, société de citoyens actionnaires, permet d'investir dans des petites et moyennes entreprises actives tout le long de la chaine de valeur, des exploitations agricoles jusqu'aux commerces. Des véhicules d'investissement similaires se sont aussi développés au Royaume-Uni, sous forme de land trust.

Et aussi

RÉDUIRE LA VULNÉRABILITÉ FACE AUX CHOCS CLIMATIQUES

Les micro-assurances indicielles ouvrent de nouvelles perspectives pour aider les agriculteurs des pays en voie de développement à faire face aux chocs météorologiques. Soutenu par les plus grands réassureurs, le InsuResilience Investment Fund permet de financer des produits d'assurances climatiques pour des agriculteurs dans les pays émergents. C'est par image satellite que le suisse CelsiusPro constate qu'il n'y a par exemple pas eu de pluie sur une zone donnée ce qui déclenche automatiquement le dédommagement des paysans lésés par l'assureur.

ALIGNER LES INTÉRÊTS DE L'INVESTISSEUR & DE L'ENTREPRENEUR

Le genevois Quadia réinvente la dette indexée pour financer des entreprises de l'agroalimentaire qui innovent dans leur secteur et répondent à la demande croissante pour des produits bio et locaux. L'investisseur voit son potentiel de rendement augmenter en fonction de la rapidité du succès commercial du modèle financé. L'entrepreneur, de son côté, verse des montants proportionnels à son chiffre d'affaire, à la différence des échéances fixes d'un prêt. De plus, il mobilise du financement sans diluer son capital.

LA TECH CONNECTE LES AGRICULTEURS AUX MARCHÉS

Surfant sur l'essor du paiement mobile en Afrique de l'Est, Mastercard, au travers de son laboratoire pour l'inclusion financière, a développé 2KUZE, une place de marché digitale pour connecter les petites exploitations agricoles, les intermédiaires, les clients et les banques. La plateforme permet aux agriculteurs d'acheter, de vendre ou de recevoir des paiements pour leurs marchandises agricoles au moyen de leur téléphone portable. Elle apporte davantage de transparence aux agriculteurs par rapport aux prix du marché et un accès plus direct aux clients. Elle permet également d'avoir un historique financier, ouvrant l'accès au crédit et autres services financiers.

03 RÉSEAUX & PROXIMITÉ

La crise de confiance face aux institutions politiques et la méfiance envers la globalisation ont stimulé les échanges au sein de réseaux, qu'ils soient de proximité ou d'intérêts, notamment grâce à internet.

Quel est le point commun entre la tour Eiffel, les casques Oculus de réalité augmentée ou la startup de crypto-monnaie suisse Ethereum? Tous ces projets ont directement fait appel à des réseaux variés pour voir le jour et assurer leur financement.

Ce phénomène s'est accéléré ces dernières années suite à la baisse de confiance envers les banques, la raréfaction du crédit ou encore la volonté de privilégier les communautés proches qu'elles soient locales ou d'intérêts. Citons encore l'envie de redonner du sens à l'échange d'argent et une dose d'optimisme et d'entrepreneuriat.

Ainsi, si la mondialisation a permis des échanges à travers les quatre coins du globe, elle a aussi engendré une volonté de réappropriation et d'échanges de proximité, Pourquoi passer à travers plusieurs intermédiaires quand on peut avoir un accès direct?

Ces grandes tendances de nos sociétés prennent aujourd'hui plusieurs formes, comme les monnaies locales (souvent digitales) ou les plateformes de financement en ligne (crowdfunding).

Zoom
Les monnaies locales ou virtuelles pour stimuler les échanges

En parallèle des monnaies nationales, comme le franc suisse, ou régionales, comme l'euro, plusieurs milliers de monnaies complémentaires se sont développées dans le monde. Un nombre en constante augmentation depuis la crise financière de 2008. Le développement de celles-ci est essentiellement lié à la volonté des citoyens de reprendre le contrôle de l'argent qu'ils utilisent au quotidien et de favoriser les échanges dans leurs communautés régionales ou d'intérêt.

L'une des plus anciennes monnaies complémentaires est Suisse. Le WIR, lancé en 1934, a la particularité d'être réservé aux entreprises. Les « Palmas », créés à la fin des années 1990 au Brésil, sont des monnaies complémentaires destinées à développer le commerce et les échanges dans les quartiers défavorisés (favelas). Depuis, plus d'une centaine de « banco palmas » ont essaimé. En France, on compte aujourd'hui une quarantaine de monnaies locales et un nombre similaire en Allemagne.

A ces monnaies complémentaires s'ajoutent aussi des systèmes d'échange de biens et services. Il s'agit des SEL (systèmes d'échanges locaux), ou LETS (Local Exchange Trading System), qui se sont développés à partir des années 1980, en Amérique du Nord comme en Europe.

Les monnaies complémentaires ne sont plus forcément limitées à une région, mais deviennent internationales grâce à internet et aux nouvelles technologies, à l'image du bitcoin. Le virage numérique permet également de faciliter la gestion en s'affranchissant des coupures papier et de toucher un réseau plus large. Les achats se font par exemple avec une carte numérique, par SMS ou par internet. De nombreuses monnaies récentes, comme le SoNantes (France) ou le TicinoCoin (Suisse) ont d'ailleurs choisi l'option du tout-numérique.

Zoom
Les communautés 2.0, actives et engagées grâce au crowdfunding

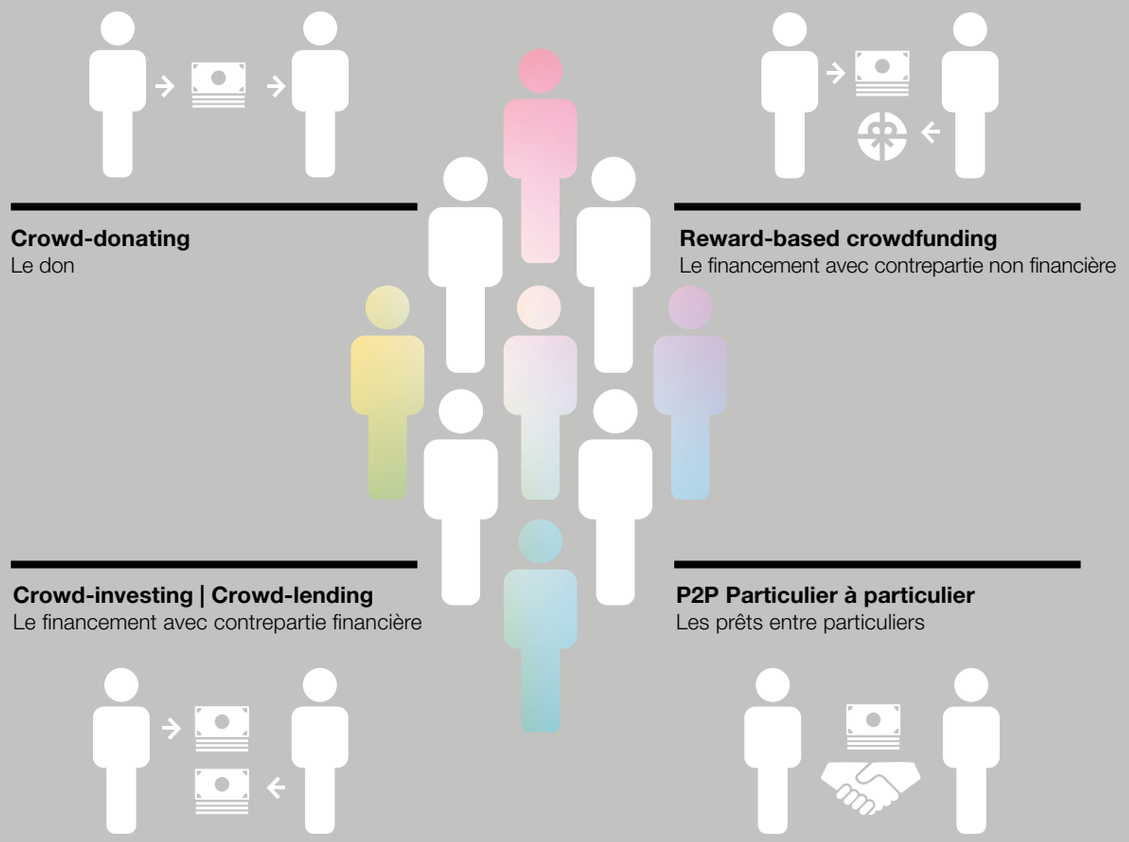
Investir dans une entreprise ou un projet n'a jamais été aussi simple et accessible à tous. Le crowdfunding, ou financement participatif, est en forte croissance dans toutes les régions du monde et démocratise l'investissement. Il se structure, se diversifie, et permet de faire émerger des projets qui n'auraient probablement pas vu le jour sans cet accès direct au financement. L'impact disruptif d'internet, couplé aux médias et aux réseaux sociaux, a permis au secteur de prendre son envol.

En moins de 10 ans, plus de 130'000 projets ont par exemple été financés sur la plateforme leader Kickstarter, grâce à plusieurs millions d'individus. Associations, startups, PME et même de grandes entreprises se tournent vers ces nouveaux modèles de financement. De nombreuses plateformes ont également été créées en intégrant la durabilité, comme le financement de projets d'énergies renouvelables via Windcentrale ou Lendosphere, mais aussi le financement dédié à l'économie sociale et solidaire, à l'image de 1001pact ou We Do Good. Des plateformes de microcrédit ont également vu le jour, comme Babyloan ou Kiva, qui a facilité plus d'un milliard de dollars de prêts en une dizaine d'années. Aujourd'hui, la nouvelle génération de ce type d'acteurs, comme Kubo financiero ou Zidisha, permet des prêts sans intermédiaire, de particulier à particulier (P2P).

L'engouement pour le crowdfunding ne se dément pas, d'autant plus qu'en favorisant les relations directes entre les porteurs de projet et les financeurs, les plateformes sont un outil de marketing performant.

La tendance est à la spécialisation, avec une offre de plus en plus ciblée. Le crowdfunding suscite aussi l'intérêt des caisses de pension ou des banques, en particulier les banques locales, mutualistes ou les caisses d'épargne, qui sont proches de leurs communautés.

Les formes de crowdfunding



04 DIGITALISATION & INCLUSION

La digitalisation bouscule tout sur son passage, challenge les industries établies et permet le développement de technologies qui proposent de nouvelles manières de voyager, communiquer ou investir… Elle facilite l'inclusion des populations qui n'avaient jusqu'alors pas accès à ces services.

Le manque d'infrastructures dans les pays émergents stimule l'innovation et permet l'adoption de nouvelles technologies. Ces bonds technologiques, appelés leapfrogging ou « sauts de grenouille » ont pris une ampleur sans précédent grâce à internet et aux nouvelles technologies mobiles, qui permettent de décentraliser de nombreux services.

Les exemples se multiplient : les systèmes électriques sont défaillants ou inexistants ? Les structures décentralisées de production d'énergie renouvelable assurent le relai. Les voies routières ou le système de poste sont des obstacles ? La livraison de documents ou de médicaments par drones est une piste testée avec succès. Le réseau bancaire est fragmenté et difficile d'accès ?

Les opérateurs téléphoniques transmettent les paiements à l'échelle d'un pays ou à l'international.

Ces innovations permettent d'améliorer les conditions de vie des populations, leur sécurité, leur bien-être, leur santé ou encore leur inclusion économique et financière. En Afrique par exemple, le succès des fintechs et la bancarisation des opérateurs téléphoniques ont ouvert la voie à des innovations impactant de nombreux domaines sociaux ou économiques.

Paiements mobiles, micro-crédits, micro-assurances, comptes d'épargne ou information sur les cours des matières premières en temps réel sur mobile sont à présent toujours plus accessibles aux quelques 2 milliards de personnes dans le monde qui n'ont pas accès aux services bancaires traditionnels.

Zoom
Le mobile banking… sans les banques

Le paiement mobile et le mobile banking sont devenus une réalité pour certains pays d'Afrique depuis déjà une dizaine d'années. Plus de 80% du continent est désormais couvert par ces services, grâce à l'essor du téléphone mobile. Le marché africain est même devenu le deuxième au monde en matière d'usagers, avec plus de 560 millions d'abonnés uniques. Ce développement rapide du mobile a permis de résoudre en partie l'un des problèmes majeurs du continent : son très faible taux de bancarisation, par manque d'accès aux réseaux physiques, mais aussi à cause de la cherté relative des services.

Le pays africain emblématique du paiement mobile est incontestablement le Kenya, avec la solution M-Pesa, un système de paiement via SMS lancé par Vodafone, qui a rapidement conquis le pays. Il s'est depuis largement étendu. D'autres solutions ont essaimé dans tout le continent africain avec des opérateurs mobiles comme notamment Orange (Orange Money). Fin 2016, Mastercard a également signé un partenariat avec Ecobank, pour développer une solution de paiement mobile panafricaine, avec un objectif ambitieux de 100 millions de clients en 2020.

Le succès du paiement mobile s'explique par sa facilité d'utilisation, la sécurité qu'il apporte par rapport au cash et son coût inférieur à ceux pratiqués par les banques ou les opérateurs de transferts internationaux. D'autres systèmes ont depuis vu le jour, pour les entreprises et les commerçants, afin de leur permettre de mieux gérer leur commerce, leur trésorerie et leurs stocks, directement depuis leur téléphone mobile.

8 INDIVIDUS SUR 10 POSSÈDENT UN TÉLÉPHONE MOBILE DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT.

Banque Mondiale

Et aussi

GÉRER SON ENTREPRISE DEPUIS SON MOBILE

L'objectif de KiWi à Lausanne est de favoriser l'inclusion financière des petits entrepreneurs. Pour cela, l'entreprise créée en 2013 propose aux micro-marchands des pays émergents une solution accessible depuis leur smartphone, qui fait office de caisse enregistreuse et de terminal de paiement, pour les cartes comme pour les paiements mobiles. Très active en Amérique centrale, elle permet aussi à ces commerçants de bénéficier de revenus additionnels, en vendant des produits et services qu'ils ne proposaient pas auparavant, comme la recharge de téléphones prépayés par exemple, très populaires dans de nombreux pays émergents.

PAYER AVEC SON EMPREINTE DIGITALE

L'identification des personnes peut être un vrai challenge dans les pays en développement, une part non négligeable des populations n'ayant tout simplement pas de document d'identité. Le gouvernement indien a par exemple engagé une vaste campagne permettant aux individus d'être reconnus officiellement via empreintes digitales. Avec Aadhaar, chaque résident indien se voit ainsi attribuer un numéro unique à 12 chiffres qui est associé à trois de ses données biométriques, ses empreintes digitales, son iris et son visage. Cette carte d'identité virtuelle permet ensuite aux personnes d'accéder à différents services tels que les aides sociales mais aussi les services bancaires avec des lecteurs d'identification digitale.

L'ÉNERGIE SOLAIRE BOOSTÉE PAR LE MOBILE BANKING

L'essor des systèmes de micro-paiements par téléphones mobiles a ouvert la voie à d'autres innovations. M-Kopa Solar, au Kenya et Off Grid Electric en Tanzanie proposent ainsi aux ménages à faibles revenus d'obtenir de l'énergie solaire grâce à des installations à domicile, payées grâce à un service de transfert par téléphonie mobile. Un enjeu crucial car les réseaux électriques sont limités et les familles ont souvent recours à des sources d'énergie dangereuses pour la santé et l'environnement, comme le kérosène, faute de moyens et d'accès. Dans le cas de M-Kopa, après un premier paiement initial modeste, les clients payent ensuite quelques centimes par jour en fonction de leur consommation. Une fois une certaine somme atteinte, ils deviennent propriétaires de l'installation.

05 BIG DATA & TRANSPARENCE

La transparence est demandée à tous, Etats, industries ou individus. Les développements technologiques, internet et les réseaux sociaux permettent un accès au big data qui démultiplie les solutions, la traçabilité et l'impact.

Big data et transparence sont étroitement liés : dès le moment où les données sont disponibles, on peut les valoriser, les analyser, les comparer. C'est justement l'enjeu du big data : collecter et valoriser les énormes quantités de données par des systèmes intelligents, capables de faire des prédictions, de dégager des tendances, ou d'optimiser des processus.

Ces évolutions sont également une chance et un catalyseur pour l'adoption de solutions durables en permettant, par exemple, de mettre en place des chaînes de production plus intelligentes, d'abaisser les émissions de CO_2, ou de gérer efficacement la consommation d'énergie à l'échelle d'une entreprise ou de toute une ville. Tous les acteurs de la société sont aussi incités à plus de transparence. Les entreprises n'ont jamais autant publié de données sur leurs méthodes de production ou leur impact extra-financier, les représentants politiques doivent rendre des comptes sur leurs actions, et les individus se doivent également d'être plus transparents. Sans juger l'aspect moral de ces évolutions, il s'agit d'un mouvement de fond qui ne fait que se renforcer.

Cette transparence et l'accès à l'information sont probablement l'une des avancées les plus importantes pour la gestion durable. L'univers d'investissement est beaucoup plus grand et mature qu'il y a 15 ans, avec des fonds d'investissement et des indices de durabilité sur presque toutes les classes d'actifs.

Des fonds de placement « granulaires » permettent d'investir de manière très ciblée sur un thème. La technologie permet aussi d'analyser facilement des portefeuilles en ligne ou d'évaluer l'impact d'une entreprise, mais aussi d'améliorer l'accès au crédit.

Zoom
Les fonds thématiques dernière génération

Une nouvelle vague de fonds de placement durables s'est développée grâce à l'accès croissant à de nouvelles données. La première vague, durant les années 90, était caractérisée par des fonds de placement qui intègrent la performance des sociétés sur des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG). Parallèlement, les fonds thématiques se sont développés en sélectionnant des sociétés actives dans un secteur particulier comme les énergies renouvelables, la gestion de l'eau ou la santé.

Grâce à l'augmentation de la quantité et de la qualité des données sur les entreprises, une nouvelle tendance s'ajoute aujourd'hui aux deux précédentes. Elle est caractérisée par l'utilisation d'informations détaillées relatives à une thématique spécifique. Il est ainsi possible d'investir dans un portefeuille d'entreprises leaders dans la parité hommes-femmes comme le Pax Ellevate Global Women's Index Fund ou l'Amazone Euro Fund, ou dans des sociétés choisies pour leur contribution positive aux droits des enfants – RobecoSAM Global Child Impact Equities Fund. Le Corporate Human Rights Benchmark quant à lui compare les entreprises des industries textiles, minières et agricoles en matière de droits humains.

Parallèlement à ces développements, les acteurs de l'impact investing, qui vise en priorité à générer un effet positif au niveau environnemental ou social, permettent aujourd'hui d'investir dans des thématiques très ciblées. On citera notamment le Credit Suisse, qui par un de ses produits permet à des étudiants issus d'un milieu modeste de financer leur master au sein d'universités prestigieuses, ou le fonds Ginkgo dédié à la dépollution des sols. Les fonds d'INOKS Capital ou d'Impact Finance Management facilitent l'investissement dans des activités spécifiques de l'agriculture durable.

Et aussi

QUELLE EST LA NOTE DURABLE DE VOTRE PORTEFEUILLE ?

Les biens de consommation comme les appareils électriques ou les véhicules affichent de plus en plus des notes de durabilité, permettant aux consommateurs de faire des choix en toute transparence et simplicité. Pourquoi n'en serait-il pas de même pour les portefeuilles d'investissement ? C'est aujourd'hui possible grâce à la technologie. Le genevois Conser, propose par exemple de réaliser un « portfolio check », en ligne, pour évaluer de manière simple et rapide la note moyenne du portefeuille en matière de durabilité. Pour cela, l'entreprise a développé un instrument de screening et d'analyse, incluant une vingtaine d'approches de notation différentes. Ceci pour permettre des points de comparaison objectifs et établir une note moyenne des investissements, appelée ESG Consensus.

FACILITER L'INCLUSION FINANCIÈRE GRÂCE AU BIG DATA

Faute de données bancaires suffisantes, les institutions financières des pays émergents recourent de plus en plus à des données alternatives (réseaux sociaux, navigation, paiements par mobile) pour décider de l'octroi d'un prêt (credit scoring). Les entreprises spécialisées dans ce domaine, comme EFL, First Access ou Lenddo, fournissent leur technologie à des banques ou à des opérateurs télécom qui voient leur taux de défaut baisser massivement tout en devenant plus inclusif. Les institutions financières des pays développés s'y intéressent aussi pour affiner les analyses de crédit et les rendre plus rapides. Les exemples fleurissent : Kreditech en Allemagne, Aire en Angleterre ou TrustingSocial aux Etats-Unis.

DES SOURCES MULTIPLES POUR TOUT SAVOIR SUR UNE ENTREPRISE

Ces dernières années, les données prises en compte pour analyser la durabilité des entreprises ont été essentiellement collectées par des analystes. Un processus qui nécessite d'importantes ressources et limite le spectre de la recherche. Aujourd'hui, l'intelligence artificielle permet de « scanner » automatiquement le big data : rapports de durabilité des entreprises, articles de presse des médias du monde entier ou encore prises de position d'ONG… Après le genevois Covalence, de nouveaux acteurs comme TruValue Labs et eRevalue aux Etats-Unis innovent dans ce domaine. L'évaluation de l'impact sociétal d'une entreprise par les nombreux membres d'une communauté en ligne est également une nouvelle approche proposée par le projet genevois Impaakt.

LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE (ODD) ADOPTÉS PAR LE SECTEUR FINANCIER

Les objectifs de développement durable lancés en 2015 par l'ONU (ODD ou SDGs en anglais) ont créé une dynamique particulièrement forte aussi dans le secteur financier. Ces objectifs sont ainsi de plus en plus utilisés comme grille de lecture par les banques qui développent des outils financiers correspondants. Comme l'indice Solactive Sustainable Development Goals World, qui regroupe des actions d'entreprises contribuant à la réalisation des ODD, et sur lequel BNP Paribas structure ensuite des émissions obligataires.

06 BESOINS SOCIÉTAUX

La population mondiale ne cesse de croître, avec des besoins sociétaux majeurs que les Etats ne peuvent assumer seuls. Pour répondre à ces enjeux, de multiples collaborations entre acteurs privés et publics se développent.

Les besoins sociétaux sont un enjeu de taille non seulement dans les pays en développement mais aussi dans les pays développés. Si de grands progrès ont été réalisés ces vingt dernières années, notamment dans la santé, les besoins restent considérables. La pauvreté, la maladie, l'illetrisme ou le chômage représentent un coût pour la société dans son ensemble et engendrent des externalités négatives.

Comment faire pour être plus inclusif et résoudre ces problèmes, sachant que ni les financements publics ni la philanthropie ne pourront tout assumer ? Comment rendre les mécanismes sociaux plus efficients pour avoir un impact plus grand ? Une partie de la réponse à ces enjeux se trouve dans le secteur privé, où de nouveaux types d'entreprises voient le jour, à l'image des « benefit corporations » ou des entreprises sociales, dont la mission est d'avoir un impact positif pour la société, tout en recherchant la profitabilité, pour ne pas dépendre de dons.

Au niveau financier, des solutions nouvelles se développent aussi pour résoudre ces enjeux. Comme par exemple des partenariats publics-privés pour améliorer le financement d'enjeux sociaux avec les Social Impact Bonds, l'investissement du capital des fondations en cohérence avec leurs actions (Mission-Related Investment), ou encore l'impact investing, qui investit notamment dans le secteur des entrepreneurs sociaux.

Zoom
Multiplier l'impact des fondations par le MRI

L'objectif d'une fondation est d'allouer son capital pour réaliser le ou les buts qu'elle s'est fixés. Il peut s'agir de favoriser l'éducation, l'adoption d'énergies renouvelables, ou encore la recherche médicale par exemple. Jusqu'à présent, l'attention était plutôt concentrée sur les donations de la fondation et les projets qu'elle soutient, bien plus que sur la gestion de son capital. Ces dernières années cependant, la pratique du Mission-Related Investment, ou MRI, s'est développée. Il s'agit d'investir le capital de la fondation en lien avec son but, afin d'éviter les situations contradictoires et de multiplier l'impact positif.

Comment ? En menant une réflexion sur la cohérence des investissements, en fonction de la mission de la fondation. Un capital investi dans les énergies fossiles alors que le but de la fondation est de favoriser les énergies renouvelables, par exemple, est contradictoire. Au contraire, investir dans la santé, pour une fondation qui soutient la recherche médicale, est cohérent. Des fondations pionnières comme FB Heron à New York ont ainsi dédié plus de la moitié de leur fortune à des investissements d'impact cohérent avec leur mission, voire plus de 90% dans le cas de la KL Felicitas Foundation fondée par des entrepreneurs de la Silicon Valley. En Suisse, l'organisation faitière du secteur a intégré le MRI comme bonne pratique dans son Swiss Foundation Code. Certains de ses membres, comme la Fondation Robert Hahnloser, ont développé des approches intégrées incluant le MRI en incitant leurs gérants à développer ce savoir-faire pour répondre à leurs besoins.

D'autres fondations vont encore plus loin. Ne trouvant pas forcément d'outils financiers en cohérence avec leurs missions, elles créent des produits sur mesure. A l'image de la fondation PeaceNexus, dédiée à la promotion de la paix, qui a créé un fonds sélectionnant des entreprises qui participent à stabiliser les zones de conflits.

Zoom
Les Social Impact Bonds financent l'action sociale

Les Social Impact Bonds (SIB) constituent une piste intéressante pour financer les besoins sociaux. En quoi sont-ils innovants ? En recherchant des solutions financières pour pérenniser et améliorer les résultats de l'action sociale.

Le principe est basé sur le « pay for success », où les investisseurs financent des programmes mis en œuvre par des organisations sociales. Si les résultats fixés sont atteints, et seulement dans ce cas, les pouvoirs publics remboursent le capital initial aux investisseurs ainsi que les intérêts liés au taux de réussite du projet. Avec les SIB, le secteur public est gagnant, car si les résultats sont positifs, il aura réalisé des économies pour la société.

Le premier SIB a été développé en 2010 au Royaume-Uni avec comme objectif de réduire le taux de récidive des délinquants de la prison de Peterborough. En Suisse, le canton de Berne, soutenu par un comité d'entrepreneurs, a été précurseur en lançant en 2015 un SIB pour favoriser l'insertion professionnelle des réfugiés en partenariat avec Caritas.

Les SIB ont fait des émules et on assiste aujourd'hui à un développement dans des domaines connexes, comme le Humanitarian Impact Bond du CICR (Comité International de la Croix Rouge) ou le Development Impact Bond de l'ONG Educate Girls.

Et aussi

4 FONDATIONS POUR SOUTENIR UNE NOUVELLE ÉCONOMIE

Partners for a New Economy (P4NE) abrité par Swiss Philanthropy Foundation est un fonds philanthropique inédit, regroupant les forces des fondations Oak, Mava, Marisla et KR afin de financer une transition vers des modèles économiques et financiers plus durables et inclusifs. Ce mode de fonctionnement collaboratif permet d'avoir un « effet de levier » sur l'impact, en mutualisant les ressources et les expertises.

UN MIX DE PARTENAIRES POUR FINANCER L'ENTREPRENEURIAT

Le « blended finance » est un partenariat qui permet d'attirer des capitaux privés pour des projets sociaux, grâce au soutien d'un partenaire public. Suivant cette logique, le gérant d'actifs Symbiotics a lancé un fonds destiné à assurer le financement de PME dans les pays émergents, avec comme investisseurs et partenaires la banque UBS et le Secrétariat d'État à l'économie (SECO) qui assument également une partie du risque.

170 DONATEURS AU SERVICE DE LA PHILANTHROPIE

Lancé officiellement en 2010 par le milliardaire Warren Buffett ainsi que Bill et Melinda Gates, The Giving Pledge est une promesse de don à l'échelle internationale. Les signataires s'engagent à donner, à minima, 50% de leur fortune à des œuvres caritatives. Le groupe de donateurs compte aujourd'hui une liste de 170 personnalités et familles fortunées originaires de 21 pays. Cette initiative, dont le nombre de membres ne cesse de croître, permettra de disposer de fonds philanthropiques importants pour les années à venir.

L'INFLUENCE DES ACTIONNAIRES POUR STIMULER LA COOPÉRATION

Certains gestionnaires de fonds exercent leur influence sur les entreprises pour stimuler la création d'impact social. Dans le cadre de ses fonds d'engagement Cadmos, de Pury Pictet Turrettini encourage les coopérations entre des acteurs sociaux innovants et les grandes sociétés dans lesquelles le fonds investit. Par exemple, le fonds entend jouer un rôle de facilitateur dans le partage d'expertise entre une entreprise pharmaceutique et des hôpitaux de pays émergents pour améliorer la prise en charge des femmes atteintes du cancer du sein.

07 BLOCKCHAIN

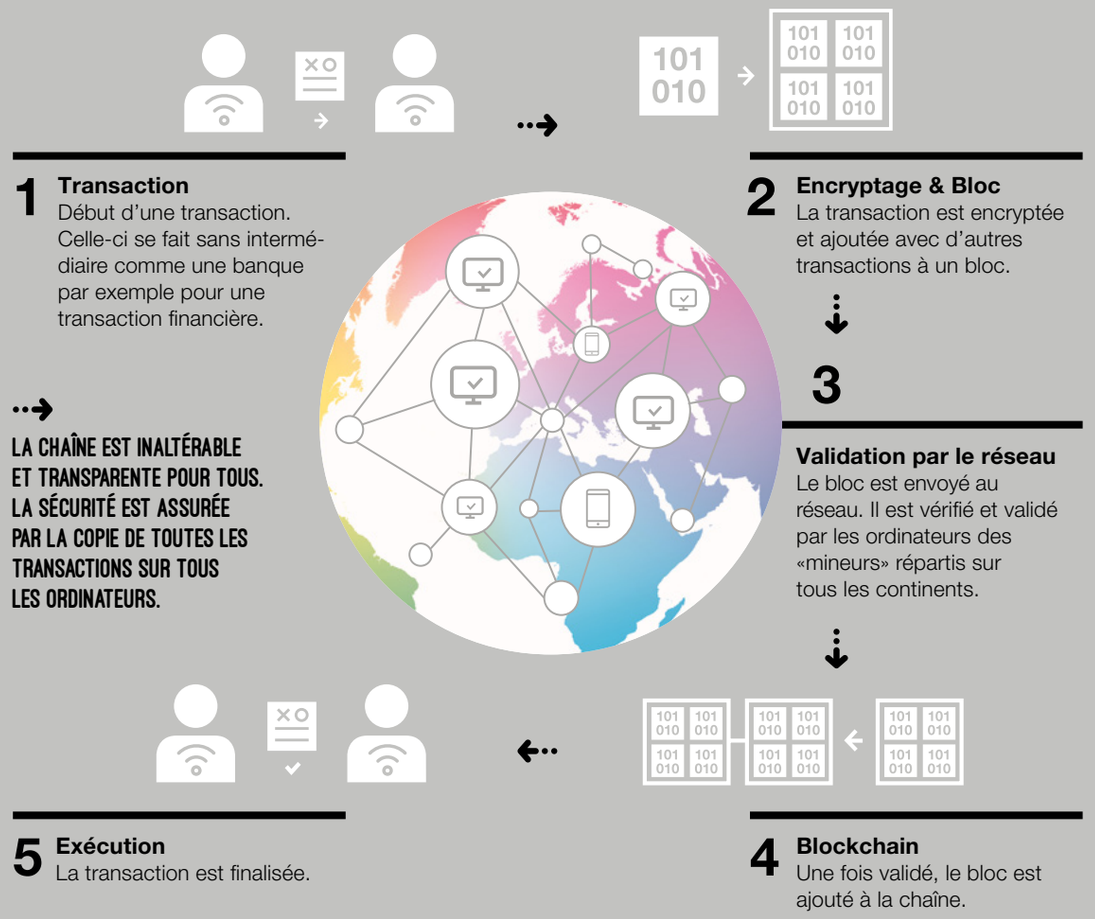
La blockchain est considérée comme potentiellement aussi révolutionnaire et innovante qu'internet. L'impact de cette technologie à long terme est aujourd'hui presque impossible à prévoir, elle bouscule les codes et ouvre des opportunités.

La blockchain s'inscrit dans le mouvement de numérisation croissante de l'économie. Jusqu'à présent, la numérisation a surtout concerné les domaines de la communication et de l'information au sens large, via internet. Une nouvelle étape est en cours, avec une digitalisation progressive des échanges, qu'il s'agisse d'échanges de monnaies, de biens ou de services. Ce mouvement s'est concrétisé via les crypto-monnaies, la plus connue étant le bitcoin basé justement sur cette technologie. En permettant la constitution de systèmes d'information décentralisés et transparents, la blockchain participe également à la désintermédiation de nos économies et de nos sociétés.

La blockchain est loin d'être circonscrite à ce seul secteur : industrie, agriculture, immobilier, énergie… Le spectre est large. Il s'agit souvent d'adresser des questions économiques comme le transfert d'argent et/ou de propriété. Il faut aussi préciser qu'il existe non pas une blockchain, mais une multitude de blockchains différentes. Certains systèmes étant conçus comme très ouverts et avec une gouvernance claire, d'autres sont plus fermés, voire privés, ce qui ouvre de multiples possibilités d'applications.

La blockchain peut permettre le développement de systèmes économiques plus durables et inclusifs. Qu'il s'agisse de fluidifier l'exercice du droit de vote des actionnaires, de baisser les coûts des transactions, de lutter contre la corruption grâce à une traçabilité accrue dans les titres de propriété, ou de favoriser les énergies vertes et une consommation maitrisée.

Blockchain



Et aussi

MODERNISER L'EXERCICE DU DROIT DE VOTE

L'actionnaire fait face à de nombreuses barrières administratives lors de l'exercice de ses droits de vote. La blockchain pourrait clairement profiter aux actionnaires en amenant plus d'agilité, de rapidité et de transparence au système, contribuant ainsi certainement à augmenter le taux de participation. Aux Etats-Unis, la société Broadridge a récemment testé avec succès le vote actionnarial en ligne basé sur la blockchain.

RÉDUIRE LES COÛTS DES TRANSACTIONS FINANCIÈRES

Plusieurs initiatives basées sur la blockchain ont vu le jour avec pour objectif de fluidifier les systèmes et de réduire les coûts. Par exemple, Stellar propose une solution de transfert d'argent instantanée et peu cher qui permettra à 300'000 nigérians de transférer de l'argent entre les quelques 200 institutions bancaires faisant partie du réseau d'Oradian. Cette solution permet l'inclusion de communautés rurales ayant jusqu'à présent peu accès à ce type de service.

ENERGIE VERTE & ÉCONOMIE COLLABORATIVE GRÂCE À LA BLOCKCHAIN

Un projet initié en 2016 par TransActive Grid à New York a été très commenté: grâce à la mise en place d'une technologie basée sur la blockchain, les habitants d'un quartier de Brooklyn peuvent vendre l'électricité produite par les panneaux solaires posés sur leurs toits à leurs voisins. L'objectif étant de favoriser la production et la consommation locale d'énergies renouvelables. D'autres projets ont été lancés depuis. Fin 2016 en France, un consortium regroupant Bouygues Immobilier, Microsoft et deux startups a mis au point un système permettant les échanges d'énergie entre appartements, également basé sur la blockchain.

ENREGISTRER SA PROPRIÉTÉ SANS NOTAIRE

Quand la propriété de biens, de terrains n'est pas efficiente et assurée, cela peut ouvrir la voie aux abus ou à l'extorsion. Face à des systèmes traditionnels parfois défaillants et coûteux (quand ils existent), plusieurs pays ont choisi de créer un cadastre via la blockchain. Au Ghana, grâce à l'impulsion de l'ONG Bitland, les titres de propriété de terrains sont enregistrés sur un système blockchain. En Géorgie, un projet gouvernemental, mené en collaboration avec Bitfury Group, permet aux citoyens d'enregistrer leur propriété depuis leur smartphone, sans passer par un notaire. Même dans les pays développés, de nombreuses startups s'attaquent à ces enjeux.

08 MIGRATION

Des migrations sans précédent liées à des instabilités politiques et au changement climatique touchent tous les continents avec des enjeux colossaux. Elles représentent aussi une opportunité de renouvellement démographique.

Les migrations et la mobilité internationale sont l'un des challenges majeurs d'aujourd'hui. D'après l'ONU, le nombre total de migrants a augmenté deux fois plus vite sur la période 2000-2010 par rapport à la décennie précédente. Et les perspectives restent à la hausse. Qu'il s'agisse de migrants économiques souhaitant trouver une vie meilleure, ou de personnes fuyant les instabilités politiques, tous les continents sont touchés. A ces populations s'ajoute la migration sous l'influence du changement climatique, qui va s'accélérer.

L'intégration économique et financière rapide de ces populations, au-delà des capacités d'accueil et des considérations politiques, est essentielle, autant pour leur bien que pour celui du pays d'accueil. Même le Fonds Monétaire International (FMI) plaide pour une intégration économique rapide des migrants, qui représente certes des défis, mais aussi des opportunités. L'intégration des migrants contribue en effet à fluidifier le marché du travail, renforce la population active et procure un impact positif à long terme sur la croissance et les finances publiques, tout en permettant un rajeunissement des populations vieillissantes des pays développés.

Des innovations financières qui ciblent ces populations ont vu le jour ces dernières années comme des systèmes d'identification digitale, des outils de comparaison des services de transferts internationaux d'argent ou des micro-prêts pour financer l'intégration économique des migrants.

Zoom
Son réseau, facebook ou son iris à la place du passeport

Des centaines de millions de personnes dans le monde n'ont pas de documents d'identité. L'UNICEF avait révélé que plus de 200 millions d'enfants seraient même apatrides, leurs parents ne les enregistrant pas à leur naissance auprès des autorités. Les migrants peuvent également se retrouver sans papier car même s'ils ont pu quitter leur pays avec une pièce d'identité, ils peuvent la perdre ou se la faire confisquer durant leur trajet.

Comment faire dans ces conditions pour garantir l'accès aux services financiers les plus élémentaires, alors que l'identification d'une personne en est souvent une condition sine qua non ? Pour résoudre ce challenge, des initiatives se sont développées, avec pour objectif de fournir une identité digitale à ces populations, afin qu'elles puissent faire reconnaître leurs droits. Le Bitnation Refugee Emergency Response (BRER) s'est ainsi fait remarquer en proposant de fournir une identité pour les réfugiés sans-papiers grâce à la blockchain, sous forme de code QR. Les réfugiés peuvent également obtenir une carte de paiement qui ne nécessite pas de compte bancaire.

On peut aussi citer les startups fintech, comme BanQu ou Taqanu, qui aident les migrants à avoir accès à des prestations bancaires en leur donnant une identité digitale. Si beaucoup de migrants n'ont pas les documents nécessaires à l'ouverture d'un compte, ils possèdent généralement un téléphone portable, sur lequel une application peut être installée pour tracer leurs données, créer un réseau de réputation avec leur famille et amis ou encore charger des documents comme celui d'un camp de réfugiés par exemple. Une identité qui se complète au fur et à mesure.

Les identités digitales ne concernent pas uniquement les migrants. De nombreux Etats lancent des projets pour proposer ce service à leurs habitants. La Suisse en fait partie.

Et aussi

LE COMPARIS DES TRANSFERTS INTERNATIONAUX

Monito a été créé à la suite d'une expérience de transfert décevante : les fondateurs, suisses, qui avaient fait un don à une association basée en Afrique, ont constaté que l'opération de transfert avait coûté plus de 10% de la somme du don. C'est alors qu'ils ont décidé de créer un comparateur de transferts internationaux en ligne. Celui-ci permet d'apporter plus de transparence, de mettre en avant les plateformes les plus économiques et de baisser les coûts des transactions. Au départ destiné en priorité aux migrants, Monito s'étend à une communauté de plus en plus large.

UNE PLACE DE MARCHÉ DIGITALE POUR LES MIGRANTS

Disponible dans plusieurs pays asiatiques, MyCash Online permet la création d'un compte en ligne pour ceux qui n'ont pas accès à des comptes bancaires locaux ou des cartes de crédit. L'entreprise cible les travailleurs migrants qui peuvent ainsi régler certains achats directement depuis la plateforme : il peut s'agir de titres de transport, de recharges téléphoniques, de transferts d'argent internationaux, ou de paiement de factures. L'application suisse Pintail se développe dans la même mouvance.

DES PRÊTS POUR REBONDIR

Un des problèmes majeurs rencontré par les migrants est de s'insérer sur le marché du travail local faute de reconnaissance de leurs formations. L'objectif de l'Immigrant Access Fund (IAF), lancé en 2005 au Canada, est de fournir un crédit pour financer la période pendant laquelle les migrants font reconnaître leur diplôme ou complètent leur formation. Le fonds a accordé environ 17 millions de dollars de prêts à plus de 2'700 immigrants à ce jour. Un sondage auprès des immigrants ayant participé au programme a montré que près de 90% d'entre eux ont pu faire valider leur formation et ainsi travailler dans le même domaine, au même niveau que dans leur pays d'origine.

09 VIEILLISEMENT DE LA POPULATION

Le vieillissement de la population dans certaines parties du globe influence un grand nombre d'aspects de l'économie et de la société. Les volumes investis par les caisses de pension ont acquis un poids considérable qui leur permet de favoriser des pratiques durables.

Pour la première fois dans l'histoire, la majorité des êtres humains a une espérance de vie supérieure à 60 ans. La proportion de gens qui dépasseront cet âge va doubler d'ici 2050 pour atteindre 21% de la population mondiale. Ce vieillissement de la population influencera un grand nombre d'aspects de l'économie et de la société : systèmes de retraite et de santé, monde du travail, transports, logements…

La manière de gérer les avoirs de retraite de cette population sera aussi déterminante car les besoins en capital augmentent de manière continue. Tout au long de notre vie professionnelle, chacun de nous est en effet un investisseur via son fonds de retraite. Comment voulons-nous que ces avoirs soient gérés ? Les volumes investis par les caisses de pension ont acquis un poids considérable qui leur permet d'être des vecteurs du changement durable. Ces dernières années, la volonté de transparence dans la gestion de ces fonds s'est renforcée, notamment avec la demande des assurés de savoir précisément comment sont gérés leurs avoirs et quelles bonnes pratiques durables sont mises en place.

Aujourd'hui, ces mêmes investisseurs institutionnels ne se limitent plus à exclure ou à sélectionner des titres pour leurs portefeuilles selon les critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG), mais exercent également leurs droits de vote aux assemblées générales et dialoguent avec les entreprises. Ils se désinvestissent également des énergies fossiles ou se regroupent pour avoir plus de poids actionnarial.

EN 2000, 10% DE LA POPULATION MONDIALE ÉTAIT ÂGÉE DE 60 ANS OU PLUS. D'ICI 2050, CETTE PROPORTION S'ÉLÈVERA À 21%.

ONU DAES

Zoom
Les institutionnels, précurseurs de l'engagement actionnarial

Les investisseurs institutionnels ont pris une place considérable dans la gestion d'actifs. En Suisse, la fortune des caisses de pension atteint plus de 800 milliards de francs. Des avoirs de prévoyance qui appartiennent à tout un chacun. Ces dernières années, les institutionnels ont souvent donné l'impulsion en matière de durabilité, envoyant des signaux clairs aux gestionnaires de leurs avoirs. Grâce à leurs importantes mannes financières, ils jouent un rôle d'accélérateur pour certaines stratégies de placement, comme l'investissement socialement responsable (ISR), la microfinance, et aujourd'hui l'engagement actionnarial. Les caisses de pension exercent non seulement leurs droits de vote aux assemblées générales, mais dialoguent également avec les directions d'entreprises pour leur faire adopter des pratiques durables.

De grandes caisses de pension publiques à l'étranger jouent ainsi un rôle central grâce à leur engagement, à l'image de CalPERS (California Public Employees' Retirement System), le plus grand fonds de pension public américain, ou son équivalent français, l'ERAFP (gérant le régime de retraite additionnelle de la fonction publique). En Suisse, après Ethos, c'est l'ASIR qui, en rassemblant quelques-aunes des plus importantes caisses de pension et assurances publiques, souhaite utiliser son influence pour mener un dialogue avec les entreprises.

Et aussi

POUSSER SA CAISSE DE PENSION À LA DURABILITÉ

L'objectif de l'organisation britannique ShareAction ou des suisses Actares est de fédérer un maximum d'acteurs pour promouvoir la durabilité, notamment dans la gestion des fonds de pension. Elles facilitent le dialogue entre les assurés et leurs caisses de pension en les informant et en développant des outils pratiques pour faire pression sur celles-ci. L'adoption d'une politique d'investissement durable par la plus grande caisse de pension britannique est à l'origine de ShareAction.

DÉSINVESTIR DES ÉNERGIES FOSSILES

Dès la fin des années 2000, certains investisseurs ont commencé à se retirer des énergies fossiles. Fin 2016, quelques 700 institutions – universités, municipalités, organisations philanthropiques, fonds de pension, banques ou assurances – ainsi que 60'000 individus avaient renoncé à investir dans ce secteur. Le fonds souverain norvégien, le plus gros au monde, déjà très actif dans la finance durable, a annoncé en 2015 qu'il allait exclure de son portefeuille les entreprises actives dans le charbon.

LA PERFORMANCE AU RENDEZ-VOUS

Contrairement aux idées reçues, la prise en compte de la durabilité n'implique pas de baisse de performances financières mais une réduction du risque à moyen et long terme. 80% des études conduites à ce jour montrent une corrélation positive entre durabilité et performance boursière des entreprises. La caisse de pension zurichoise Nest Fondation collective par exemple, est toujours classée parmi les meilleurs élèves, à la fois en matière de durabilité et de performance. Cette caisse de pension suisse unique en son genre a été créée en 1983 avec le principe d'investir les fonds de prévoyance selon des directives écologiques et éthiques strictes.

10 MILLENNIALS

La nouvelle génération, appelée millennials, développe et utilise les nouvelles technologies tout en ayant intégré la notion de durabilité. Elle challenge les acteurs traditionnels et représente un puissant vecteur de changement positif.

On les appelle « millennials », « Génération Y » ou encore « digital natives ». Nés avant le tournant du millénaire les membres de cette génération sont un moteur de changement puissant, à la recherche de solutions innovantes conciliant performance financière et durabilité.

Impossible de les ignorer car ils représenteront plus de 50% de la population mondiale en 2020. Aux Etats-Unis, comme dans la plupart des pays d'Europe, les millennials sont déjà plus nombreux que les baby-boomers.

Les attentes de cette génération couplées à la digitalisation ont déjà transformé le commerce de détail, l'industrie des voyages ou encore les médias. La finance est la prochaine étape.

Les études montrent que les millennials ne sont pas seulement conscients des challenges et des changements globaux que nous traversons. Ils sont également à la recherche de solutions innovantes pour mobiliser les capitaux privés pour le bien public. Ils n'opposent pas performance financière et durabilité.

Ce sont ainsi les clients naturels des innovations que nous avons explorées dans ces pages. Ils stimulent les institutions financières, bousculent les gérants et les processus établis et sont une opportunité pour le développement d'une finance durable.

Et aussi

DISRUPTEURS

Toutes les études le disent : les millennials ne s'attendent pas aux mêmes services financiers qu'auparavant. Dans un monde de transparence, de connectivité et de mobilité, ils veulent pouvoir interagir via le canal qui leur plaît, 24h/24, et obtenir des services personnalisés. Des tendances qui se retrouvent dans chaque pays. Les banques devront aussi les convaincre de leur valeur ajoutée : en Europe, plus d'un tiers des millennials ne serait tout simplement jamais entré dans une banque… Et un autre tiers pense qu'il n'aura plus besoin de banques d'ici 2020. C'est sur ce créneau que se développent de nouvelles banques digitales comme N26, Atom Bank ou bunq par exemple.

FORTUNÉS

Les millennials sont les futurs clients des banques de gestion de fortune. Certains d'entre eux le sont même déjà, grâce à une accélération de la création de richesse dans le domaine technologique par exemple, qui a vu le nombre de millionnaires de moins de 30 ans exploser.
La transition générationnelle en cours va également engendrer un transfert de richesse sans précédent. Aux Etats-Unis les baby-boomers devraient ainsi transférer 41 trillions de dollars dans les années à venir aux générations suivantes.

DURABLES

Cette génération s'interroge davantage sur l'impact de ses investissements et recherche des solutions non seulement financières, mais aussi durables. 84% des millennials déclarent ainsi s'intéresser à la finance durable. Deux tiers des plus jeunes estiment que leurs investissements financiers doivent refléter leurs valeurs sociales, politiques et environnementales. Ce qui implique la création d'instruments financiers nouveaux, innovants, parfois hybrides, permettant d'obtenir non seulement des performances financières mais aussi un impact positif sur la société.

@SFG

@ sfg we:

CONNECT PEOPLE

Depuis sa création en 2008 par des professionnels convaincus des opportunités de la finance durable pour Genève et pour le monde, Sustainable Finance Geneva s'appuie sur l'engagement des individus et la force de l'intelligence collective. Agilité, liberté de parole et d'action font partie de notre ADN. SFG ne raisonne pas en silos: rassemblant des professionnels de la finance présents en Suisse romande, elle permet un décloisonnement entre les différents acteurs de la place et les secteurs de la finance durable. SFG crée des ponts entre la banque et l'impact investing, entre les fondations et l'investissement socialement responsable (ISR), ou encore entre les fintech et l'analyse durable de portefeuilles.

SFG permet ainsi de sensibiliser et de former les individus aux opportunités de la finance durable, afin de répondre aux attentes croissantes de la clientèle et de la société.

SHARE INNOVATIONS

Les modèles financiers traditionnels ont fait leurs preuves mais ont aussi montré leurs limites. Dans un monde où les changements s'accélèrent, il est essentiel d'être attentif à ces évolutions, pour repérer et stimuler l'innovation financière.

SFG accorde une importance stratégique à la veille des innovations liant finance et durabilité, qu'elles soient développées en Suisse ou à l'international.

Dans une logique collaborative, où l'innovation nourrit l'innovation, SFG partage toute cette expertise à différents niveaux. En informant régulièrement ses membres et le public comme dans ce livre, mais aussi via ses newsletters, ses conférences, les réseaux sociaux et des formations.

PROMOTE GENEVA

Depuis ses débuts, SFG positionne Genève comme un laboratoire d'idées et un centre d'innovation dans la finance durable.

Genève bénéficie d'un écosystème unique au monde qui favorise le développement et l'innovation: expertises financières multiples, organisations internationales de haut niveau, universités reconnues, grandes fondations, connexions et ouverture sur le monde.

SFG est aujourd'hui la plateforme incontournable de la finance durable en Suisse romande. Elle assure aussi la promotion de la finance durable «swiss made», en collaboration avec Swiss Sustainable Finance.

MERCI

Les experts

Merci aux quelques 40 experts d'avoir partagé leur savoir. Souvent leaders au niveau mondial, ils nous ont permis d'identifier les tendances et innovations financières présentées dans ce livre.

Ivan Agabekov
Inoks Capital SA

Laurent Bischof
Polytech Ventures Holding

Dominik Breitinger
World Economic Forum

Inès Burrus
HEC Lausanne

Alain Butler
BNP Paribas

Olivier Christe
Banque Bonhôte & Cie SA

Edouard Crestin-Billet
1875 Finance

Coralie David
responsAbility

Melchior de Muralt
de Pury Pictet Turrettini & Cie SA

Angela de Wolff
Conser Invest SA

Vincent Dufresne
Symbiotics

Etienne Eichenberger
Swiss Philanthropy Foundation

Bernhard Eikenberg
Bamboo Capital Partners

Reda El Andalousi
Waves Ventures

Benjamin Ergas
EFW Capital Advisors

John Fairhurst
Global Fund

Bertrand Gacon
Lombard Odier & Cie SA

Anne Gloor
PeaceNexus Foundation

Christopher Greenwood
International Committee of the Red Cross

Dominique Habegger
de Pury Pictet Turrettini & Cie SA

Aymeric Jung
Quadia SA

Vincent Kaufmann
Ethos Foundation

Jean Laville
Conser Invest SA

Christian Marchand
Green IT Consulting

Sylvain Massot
Fondation ReBin

Jonathan Normand
B Lab (Switzerland), BCorp

Maxime Pallain
Raizers Suisse

Benoit Piette
J. Safra Sarasin Group

Vincent Pignon
WeCan.Fund

Sébastien Piolat
Smartlink SA

Jan Amrit Poser
J. Safra Sarasin Group

Catherine Reichlin
Mirabaud & Cie SA

Vinit Rishi
Oak Foundation

Alexis Roussel
Bity SA

Olivier Rousset
Credit Suisse AG

Nathalie Ruegger
Banque Alternative Suisse SA

Caroline Schum
Nest Fondation collective

Nicolas Sierro
EverdreamSoft

Christian Sinobas
KiWi

Fabio Sofia
Symbiotics

Chiara von Gunten
IMAD

David Watrin
Swisscom

Arthur Wood
Total Impact Capital

Tenke Zoltani
Better Finance

Les partenaires

Ce projet a pu être réalisé grâce au soutien financier de nos partenaires que nous remercions ici. Les expertises réunies au sein de ces institutions font de Genève une des premières places mondiales de la finance durable.

Bibliographie

La réalisation de ce livre a été rendue possible grâce à de nombreuses sources d'information et d'inspiration.

Il serait toutefois impossible de les lister ici de manière exhaustive, notamment pour des questions de confidentialité, de nombreuses idées ayant par exemple émergées lors des ateliers auxquels ont participé les experts de la région. Ces derniers ont grandement contribué à nourrir ce livre, tant au niveau de son contenu que de l'agencement des idées.

Vous trouverez les sites internet des innovations présentées ainsi que la liste des principaux rapports et études qui ont participé à l'enrichissement de ce livre sur notre site internet à l'adresse suivante :

www.sfgeneva.org

Impressum

Auteure
Marjorie Théry
Coordination
Anne-Marie Kortmoeller
Sybille Gianadda
Participants au projet
Sylvain Massot
Dimitri Cogne
Graphisme
Melissa Luchetti Tamisier
Lithographie
Scan Graphic, Nyon
Impression
Imprimerie Chapuis, Genève

sustainable finance geneva

Sustainable Finance Geneva
Avenue de la Praille 50
1227 Carouge
www.sfgeneva.org

@SFG | WE
CONNECT PEOPLE
SHARE INNOVATIONS
PROMOTE GENEVA

Imprimé sur du papier recyclé.
Les émissions de CO_2 générées par la production de ce livre ont été quantifiées par Swiss Climate et compensées par le soutien du projet Kariba au Zimbabwe.

Swiss Climate CO2 neutre Impression

© Genève, septembre 2017

Les marchés financiers mondiaux sont des forces puissantes. Convenablement dirigés, ils peuvent alléger le fardeau qui pèse sur les gouvernements et ouvrir la voie vers un avenir économique durable.

Henry M. Paulson, Jr.